

BOSNIE-HERZÉGOVINE

**La violence politique
remet gravement en cause
le retour des minorités**

Index AI : EUR 63/007/01

De violentes manifestations ont eu lieu ces derniers jours en *Republika Srpska* (RS, République serbe). Elles pourraient remettre en cause les progrès accomplis depuis quelques années en ce qui concerne le retour des minorités dans l'entité serbe de Bosnie, a déclaré aujourd'hui (10 mai) Amnesty International.

La violence a éclaté dans les villes de Trebinje et de Banja Luka où des manifestants serbes ont perturbé des cérémonies organisées par les communautés musulmanes de ces deux villes. Selon les témoignages recueillis, les incidents avaient été minutieusement préparés et étaient orchestrés par des politiciens locaux partisans d'une ligne dure, appartenant notamment au *Srpska Demokratska Stranka* (SDS, Parti démocratique serbe).

« *Cette violence, a déclaré l'organisation, se produit dans un climat d'impunité virtuelle où les auteurs de violences liées à la question des retours ne sont que rarement poursuivis ou le sont de manière inadéquate.*

« *Les responsables de l'application des lois doivent garantir à tous les citoyens une protection efficace contre la violence et doivent immédiatement ordonner des enquêtes approfondies sur ces incidents, afin que les minorités trouvent à leur retour une situation pacifiée et sans danger pour elles.* »

Ces incidents signifient que les autorités nationales de Bosnie-Herzégovine, en particulier celles de la *Republika Srpska*, sont incapables de garantir à tous les citoyens la liberté d'expression religieuse, en dépit de leurs obligations aux termes de l'Accord de paix de Dayton.

La Force de stabilisation (SFOR) sous commandement de l'OTAN doit réagir de façon adaptée à ces violences contre les

personnes et contre les vies humaines – comme le spécifie son mandat (Annexe 1 de l'Accord de paix de Dayton). Au cours d'une conférence de presse tenue à la suite de ces événements, un porte-parole de la SFOR a expliqué que celle-ci disposait bien d'une unité spéciale chargée du contrôle des foules, mais il n'a pas précisé pourquoi cette unité n'était pas intervenue lors des émeutes de Banja Luka.

Amnesty International est également préoccupée par des informations faisant état de menaces récentes à l'égard d'une station de radio indépendante de Banja Luka et du Comité Helsinki serbe de Bosnie, qui ont condamné ces violences.

Contexte

Le 5 mai, des manifestants serbes ont empêché la tenue d'une cérémonie marquant le début de la reconstruction de la mosquée Osman Pasa à Trebinje, au sud-est de la *Republika Srpska*, et à laquelle assistaient des personnalités locales et internationales. Selon des témoins, y compris des observateurs du Groupe international de police (GIP), la police locale n'a pas pris les mesures qui s'imposaient pour protéger les participants à la cérémonie, qui ont subi des jets de pierres et de bouteilles. Un observateur international originaire de la région aurait été battu et frappé à coups de poings par les manifestants ; il a dû recevoir des soins.

Le 7 mai, une foule de plusieurs centaines de manifestants serbes a brisé un cordon de police lors de la cérémonie organisée pour le début des travaux de reconstruction de la mosquée Ferhadija, située au centre de Banja Luka, capitale de la *Republika Srpska*. Cette mosquée datant du XVI^e siècle avait été entièrement détruite par une explosion en 1993 et les accords relatifs à sa reconstruction venaient tout juste d'être mis au point, en application d'une décision prise en 2000 par la Chambre des droits de l'homme et ordonnant la reconstruction de sept mosquées détruites à Banja Luka. Plus de 200 personnes qui participaient à cette cérémonie ont dû se réfugier dans un bâtiment voisin appartenant

à la communauté islamique pour échapper aux jets de pierre des manifestants, qui ont aussi détruit plusieurs voitures. Il y avait notamment des personnalités locales et internationales ainsi que des dignitaires religieux et des Bosniaques qui habitaient la ville avant la guerre. Une soixantaine de personnes, dont 18 policiers de Banja Luka, ont été blessées, parfois gravement, aux cours de ces violences.

La police locale a arrêté de nombreux individus soupçonnés d'avoir pris part aux émeutes dans les deux villes.

En réaction, semble-t-il, aux manifestations qui ont perturbé les deux cérémonies, deux hommes bosniaques auraient lancé une grenade à main sur une église orthodoxe à Sanski Most (Fédération de Bosnie-Herzégovine), dans la soirée du 7 mai ; ils ont été arrêtés et sont sous le coup d'une inculpation pénale. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>